



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 7 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VIVESCIA

65 RUE DES ETANGS
77480 Mouy-sur-Seine

Références : E/25-0353
Code AIOT : 0006502032

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement VIVESCIA implanté 65, rue des Etangs 77480 Mouy-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 21/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIVESCIA
- 65, rue des Etangs 77480 Mouy-sur-Seine
- Code AIOT : 0006502032
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Coopérative Agricole de la Brie (CAB), appartenant au groupe CORIOLIS, est autorisée à exploiter sur le site de MOUY-SUR-SEINE diverses installations classées par arrêté préfectoral n° 88 DAE 2 IC 100 du 05 août 1988. Le 24 mai 2004, la société NOURICIA notifiait à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne la reprise de ce site et donc le changement d'exploitant. Un arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 332 imposant des prescriptions complémentaires a été pris le 21 décembre 2009. L'arrêté

préfectoral complémentaire n°2012/DRIEE/UT77/003 du 2 janvier 2012 a également été pris.

La société VIVESCIA a repris ce site et a notifié à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne le 25 avril 2012 le changement d'exploitant.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suite de l'inspection du 19 mars 2019	AP Complémentaire du 02/01/2012, article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif	2 mois
3	Suite de l'inspection du 19 mars 2019	AP Complémentaire du 02/01/2012, article 8	Demande d'action corrective	2 mois
4	Suite de l'inspection du 19 mars 2019	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 4.3 et 4.6	Demande d'action corrective,	2 mois
5	Suite de l'inspection des 15 juin 2016 et 19 mars 2019	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 10.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif	2 mois
10	Suite de l'inspection des 15 juin 2016 et 19 mars 2019	AP Complémentaire du 15 décembre 2009, Article 9.1	Demande d'action corrective	2 mois
11	Suite de l'inspection des 15 juin 2016 et 19 mars 2019	AP Complémentaire du 15 décembre 2009, Article 9.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite de l'inspection du 19 mars 2019	AP Complémentaire du 02/01/2012, article 3	Sans objet
6	Suite de l'inspection des 15 juin 2016 et 19 mars 2019	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.2	Sans objet
7	Suite de l'inspection des 15 juin 2016 et 19 mars 2019	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.3	Sans objet
8	Suite de l'inspection des 15 juin 2016 et 19 mars 2019	AP Complémentaire du 09/01/2012, article 1	Sans objet
9	Suite de l'inspection des 15 juin 2016 et 19	AP Complémentaire du 15 décembre 2009, Article 6.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	mars 2019		
12	Suite de l'inspection des 15 juin 2016 et 19 mars 2019	AP Complémentaire du 20 février 2008, Article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des sujets récurrents sont à clore définitivement par l'exploitant tels que la situation administrative du site ou la traçabilité des boues, eaux et déchets provenant des séparateurs hydrocarbures.

L'exploitant devra veiller également à respecter ses plannings de formations et de recyclage et à mettre en place la traçabilité des opérations de maintenance, en particulier sur les systèmes d'aspiration et à respecter la périodicité des exercices incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de l'inspection du 19 mars 2019

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/01/2012, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Compensation volumétrique en cas de crue
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les travaux concernant le rétablissement des volumes d'expansion de crues sont réalisés conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. [...]</p> <p>Dans les mois qui suivent l'achèvement des travaux, l'exploitant transmet à l'inspection des Installations classées un relevé réalisé par un géomètre agréé attestant du bon respect des cotes et des volumes prévues pour la compensation volumétrique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n° 1 de l'inspection du 19 mars 2019 : L'exploitant ne dispose pas d'un relevé réalisé par un géomètre attestant du bon respect des cotes et des volumes prévus pour la compensation volumétrique contrairement aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 02 janvier 2012.</p> <p>L'exploitant avait répondu qu'il réaliserait en 2021 des travaux puis un nouveau relevé après travaux. En effet le relevé du géomètre de 2019 mentionnait que la neutralité hydraulique n'était pas atteinte. L'exploitant a finalement fourni une attestation de conformité hydraulique datée du 18 mars 2022 confirmant la transparence hydraulique après travaux de son site.</p> <p>→ La non-conformité n°1 de l'inspection du 19 mars 2019 est levée.</p> <p>Remarque n° 1 de l'inspection du 19 mars 2019 : L'exploitant devra transmettre un porter à connaissance afin d'actualiser l'arrêté de 2012 suite aux travaux réalisés (un des deux silos a été détruit et non reconstruit).</p> <p>Un porter à connaissance a été transmis au service de l'inspection par courrier reçu le 1^{er} avril 2021 en rapport avec une étude hydraulique. Bien que le document mentionne la destruction d'un silo, il ne mentionne pas les nouvelles capacités du site. Les suites de cette remarque seront traitées</p>

dans le cadre de l'instruction de ce dossier.
→ La remarque n°1 de l'inspection du 19 mars 2019 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suite de l'inspection du 19 mars 2019

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/01/2012, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales de voiries du magasin d'engrais font l'objet d'un traitement par un séparateur d'hydrocarbures. Ce dernier est nettoyé aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an.
Constats : <i>Non-conformité n° 2 de l'inspection du 19 mars 2019 : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les boues, déchets et eaux provenant des séparateurs d'hydrocarbures sont considérés comme des déchets non dangereux de la part de la société SNAVEB. L'exploitant devra demander les analyses qui ont été réalisées afin de démontrer le caractère non dangereux des boues issues du séparateur. Par ailleurs, l'exploitant devra fournir le prochain bordereau de suivi de déchet.</i> Ce point n'a pas pu être justifié en inspection. → La non-conformité n°2 de l'inspection du 19 mars 2019 n'est pas levée. L'exploitant devra transmettre les deux derniers bordereaux de suivi de déchets et veiller à ce que ses déchets soient évacués via les filières adaptées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, demande de justificatif
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Suite de l'inspection du 19 mars 2019

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 8 et Article 4 de l'arrêté ministériel du 29 /03/2004
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par points chauds
Prescription contrôlée : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 8 « La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, fait l'objet d'un permis de feu. Le permis rappelle notamment : <ul style="list-style-type: none"> • les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu, • la durée de validité, • la nature des dangers, • le type de matériel pouvant être utilisé, • les mesures de prévention à prendre, notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt et mise en sécurité des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin des travaux... • les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte. À l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation

du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée. »

Article 4 de l'arrêté ministériel du 29 /03/2004

(...)

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Constats :

Non-conformité n°3 de l'inspection du 19 mars 2019: "L'exploitant devra être plus attentif sur les informations retranscrites sur le permis de feu et notamment de fin des travaux conformément à l'article 8 de l'arrêté du 15 décembre 2009 qui prévoit notamment une surveillance des lieux deux heures après la fin de travaux."

Lors de la visite, l'exploitant a présenté ses deux derniers permis de feu datés du 13 décembre 2023 et 16 janvier 2024. Les heures d'arrivée, de fin ainsi que la vérification deux heures après les travaux des deux permis de feu ont été renseignés et signés par l'intervenant et l'exploitant.

→ La non-conformité n°3 de l'inspection du 19 mars 2019 est levée.

L'Inspection a ensuite vérifié si la personne qui signait les permis de feu était nommément désignée par l'exploitant. La fiche de poste du responsable silo a été présentée mais celle-ci ne mentionne pas l'habilitation à signer les permis de feu. Aucun autre document n'a été présenté.

Non-conformité n°20240625-1 : L'exploitant n'a pas nommément désigné la personne apte à signer les permis de feu.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Suite de l'inspection du 19 mars 2019

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 4.3 et 4.6

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation - Formation du personnel

Prescription contrôlée :

Article 4.3

L'exploitation des installations se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques des installations et aux questions de sécurité.

Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation fait l'objet d'un plan formalisé. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement.

Lors des situations dégradées ou à risques, l'exploitant doit assurer une surveillance permanente du site par du personnel formé et compétent (y compris la nuit, le week-end et les jours fériés) et ce jusqu'au retour à une situation normale.

Article 4.6

Outre l'aptitude au poste occupé , les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la

conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'interventions.
<p>Constats :</p> <p><i>Remarque n° 2 de l'inspection du 19 mars 2019 :</i> Le plan de formation ne définit pas de périodes de recyclage pour les formations. L'inspection considère que l'exploitant pourrait améliorer son plan de formation en définissant une périodicité de recyclage pour les formations pour lesquelles un recyclage périodique lui paraît nécessaire.</p> <p>La fiche de formation d'un des employés du silo a permis de constater que les périodicités de ses formations ont été définies. Les périodicités de la formation relative au travail en hauteur n'ont cependant pas été respectées. Une embauche a eu lieu en 2024 et plusieurs formations seront à dispenser.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a également transmis un tableau général résumant toutes les formations et les périodicités associées, réglementaires ou non, suivies par les employés du groupe. Ce tableau identifie également les périodicités qui ont réellement été pratiquées jusque-là. L'exploitant a ainsi identifié des non-respects des périodicités réglementaires de ses formations. Ce tableau n'est pas nominatif et concerne l'ensemble des personnes de la coopérative.</p> <p>→ La remarque n°2 de l'inspection du 19 mars 2019 est levée.</p> <p>Observation n°20240625-1 : L'exploitant veillera à corriger les écarts dans les périodicités des recyclages des formations à suivre par son personnel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Suite de l'inspection des 15 juin 2016 et 19 mars 2019

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 10.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.</p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p> <p>Le système d'aspiration est correctement dimensionné (en débit et en lieu d'aspiration). Afin de prévenir le risque d'explosion au niveau du dispositif de dépoussiérage, les dispositions suivantes sont notamment prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tous les équipements (parties métalliques, associations métal / plastiques, manches des filtres...) sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielle, • le ventilateur d'extraction est placé côté « air propre » du flux, <p>Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières. Ils sont convenablement lubrifiés. Les organes mobiles risquant de subir des échauffements sont périodiquement contrôlés. Ils sont disposés à l'extérieur des installations qu'ils entraînent.</p>

Conformément aux études de dangers élaborées par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes. En particulier, les dispositifs suivants sont installés :

Élévateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Disjoncteur thermique • Contrôleur de rotation • Contrôleurs de déport de sangles • Arrêt d'urgence
Transporteurs à chaînes	<ul style="list-style-type: none"> • Disjoncteur thermique • Sonde de bourrage • Arrêt d'urgence
Transporteur à bande	<ul style="list-style-type: none"> • Disjoncteur thermique • Contrôleur de rotation • Bande anti-statique • Bande non propagatrice de la flamme • Contrôleur de déport de bande

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.

L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Remarque n° 3 de l'inspection du 19 mars 2019 : *"L'exploitant devra justifier que les dispositifs visés à l'article 10.5 de l'arrêté du 15 décembre 2009 font bien l'objet d'un programme d'entretien périodique en précisant les opérations réalisées lors des interventions annuelles du service de maintenance."*

L'exploitant précise que depuis 2022 un outil de gestion de la maintenance des dispositifs de l'établissement est utilisé (GMAO). L'inspection a constaté que cet outil permet de gérer les différentes étapes et actions relatives à la maintenance des équipements du site.

En outre, il a ajouté qu'un arrêt d'une semaine des silos 1 et 2 permettrait de réaliser une vérification préventive de ces dispositifs. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle préventif réalisé le 21 juin 2024. L'inspection n'a constaté aucun écart.

Il a ensuite été présenté à l'inspection la procédure de maintenance V3 mise à jour le 2 novembre 2017 ainsi que la trame d'une gamme de maintenance des dispositifs d'aspiration, de ventilation et de filtration détaillant les différentes actions à réaliser pour la mise en sécurité. Cependant l'exploitant n'a pu fournir aucune gamme de maintenance complétée pour justifier la réalisation de ses travaux pour les dispositifs d'aspiration, de ventilation et de filtration.

→ La remarque n°3 de l'inspection du 19 mars 2019 est levée.
Non-conformité n°20240625-2 : L'exploitant devra justifier la maintenance des dispositifs d'aspiration, de ventilation et de filtration réalisées dans l'établissement et s'assurer que les gammes qu'il a mises en place sont utilisées, remplies et archivées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, demande de justificatif
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Suite de l'inspection des 15 juin 2016 et 19 mars 2019

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le silo vertical béton ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils présentent toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et fait l'objet de consignes particulières.</p> <p>Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement.</p> <p>En complément des dispositions précédentes, les locaux (espace fosse des élévateurs, tour, galerie sous-cellules, galeries inférieures...) sont maintenus dans un état de propreté afin de supprimer tout début d'empoussièrement et tout potentiel de propagation d'explosion. Cet état de propreté concerne tant les sols et autres lieux accessibles que les parois, coins et recoins (dessus de canalisations, cheminement de câbles électriques...) où de la poussière est susceptible de s'accumuler.</p> <p>L'exploitant prend toutes dispositions permettant de garantir cet état de propreté en toutes circonstances, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • surveillance de l'empoussièrement et mise en œuvre de dispositifs de nettoyage adaptés ; • équipements nécessaires au nettoyage affectés au site et présents en permanence ; • vérification et maintenance des installations participant à la maîtrise du niveau d'empoussièrement : efficacité du dispositif d'aspiration centralisée, étanchéité des capotages, efficacité des dispositifs de cantonnement de poussières (portes avec le système de fermeture automatique...)... <p>En période de collecte, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir la fréquence de nettoyage.</p> <p>L'ensemble de ces dispositions fait l'objet de consignes et l'exploitant s'assure de leur diffusion auprès du personnel et de leur stricte application.</p>
Constats :

Remarque n° 7 de l'inspection du 19 mars 2019 : *"L'exploitant devra formaliser par écrit la fréquence des nettoyages sur un registre que le personnel cochera afin de veiller au respect des fréquences."*

À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis le registre de nettoyage des silos de céréales et a présenté la procédure d'exploitation "nettoyage des locaux" dans sa version du 22/10/2018. Cette dernière mentionne des rondes hebdomadaires hors moisson et quotidiennes pendant. Le registre d'avril à juin vu en inspection atteste du respect de ces périodicités.

→ La remarque n° 7 de l'inspection du 19 mars 2019 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suite de l'inspection des 15 juin 2016 et 19 mars 2019

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillissement des structures

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration.

Ce contrôle est réalisé au moins une fois par an. En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené (analyse du béton, résistance, ferrailage...) et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.

Constats :

Non-conformité n°4 de l'inspection du 19 mars 2019: *"L'exploitant devra s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos conformément à l'article 7.3 de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009. Suite aux constats, l'exploitant devra prendre les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent. L'exploitant devra transmettre les bons d'intervention et les photos permettant de justifier de la réalisation des travaux sur l'ensemble des constats effectués dans le rapport de la surveillance de la société SODEBA du silo."*

Les actions dont le délai était qualifié d'immédiat ou à faire avant deux ans ont été réalisées selon l'exploitant.

La réparation des descentes d'eaux pluviales, le nettoyage des terrasses et la reprise d'étanchéité des cellules impaires ont fait l'objet de travaux, facture à l'appui.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'aucune vérification par une société extérieure n'a été réalisée depuis mai 2018. Cependant, il a ajouté que des contrôles internes du vieillissement des structures étaient réalisés tous les ans.

L'exploitant a présenté la procédure interne relative au « Vieillissement des structures version 4 » du 25 juin 2021. Cette procédure permet de lister les désordres observés et de prioriser les actions correctives à réaliser. Le personnel du silo réalise, dans la mesure du possible, les travaux nécessaires. En cas de nécessité, le responsable silo fait une demande d'intervention auprès du service bâtiment de la société afin d'établir le degré d'urgence des travaux. Il est en charge de la gestion des travaux à réaliser (prise de contact avec des sociétés extérieures, demande de devis et planification des interventions en accord avec le responsable du silo).

L'exploitant a présenté la fiche de vérification visuelle des 10 avril 2023 et 9 janvier 2024. Dans ce dernier rapport de vérification seule une remarque a été relevée sur une « fissuration au sol dans la galerie au 4ème étage ». Celle-ci est classée "non urgente" par le service bâtiment.

→ La non-conformité n°4 de l'inspection du 19 mars 2016 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Etat des stocks

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2012, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Les tableaux des articles 1er de l'arrêté préfectoral n°88 DAE 2 IC 100 du 6 août 1988 et l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD IC 332 du 15 décembre 2010 sont abrogés et remplacés par le tableau suivant [...]
Constats : L'exploitant a présenté son état des stocks et aucun dépassement des limites autorisées n'a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Suite de l'inspection des 15 juin 2016 et 19 mars 2019

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15 décembre 2009, Article 6.3
Thème(s) : Situation administrative, Installations électriques
Prescription contrôlée : « L'installation électrique est conçue, réalisée et entretenue conformément à la réglementation en vigueur et le matériel conforme aux normes françaises et européennes qui lui sont applicables. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit et tout échauffement. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentiellles. Les matériels électriques sont étanches aux poussières adaptées à la zone où ils se trouvent. »
Constats : Remarque n° 8 de l'inspection du 19 mars 2019 : L'exploitant devra transmettre une copie du nouveau rapport électrique dès réception afin de s'assurer que les trois écarts ont été corrigés. L'exploitant a fourni en 2020, post-inspection, les attestations électriques ne mentionnant plus les non-conformités. Le rapport de contrôle des installations électriques de 2024 ne mentionne pas de non-conformité. → La remarque n°8 de l'inspection du 19 mars 2019 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Suite de l'inspection des 15 juin 2016 et 19 mars 2019

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15 décembre 2009, Article 9.1
Thème(s) : Situation administrative, Colonnes sèches
Prescription contrôlée : « Les installations de protection contre l'incendie [...] font l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. »
Constats : Remarque n° 4 de l'inspection du 19 mars 2019 : <i>Le prochain contrôle de la colonne sèche devra être réalisé par une entreprise spécialisée afin de mettre en eau sous pression la colonne sèche.</i> L'exploitant a présenté en séance le rapport de contrôle daté du 17/10/2023 des colonnes sèches sans remarque particulière. Cependant l'exploitant n'a pas pu fournir la liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. → La remarque n° 4 de l'inspection du 19 mars 2019 est levée. Non-conformité n°20240625-3 : L'exploitant n'a pas établi de liste des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Suite de l'inspection des 15 juin 2016 et 19 mars 2019

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15 décembre 2009, Article 9.2
Thème(s) : Situation administrative, Inertage
Prescription contrôlée : L'exploitant doit pouvoir disposer de gaz inerte dans les délais compatibles avec une intervention dans une cellule béton fermée du site. Une procédure d'intervention accompagne la mise en œuvre de ces dispositifs en précisant notamment la localisation et les caractéristiques du système mis en place. Sont également mentionnés dans cette procédure : <ul style="list-style-type: none">• Les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux ;• le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte ;• les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer ce gaz. La procédure d'intervention est associée à l'utilisation de ce dispositif d'inertage en cas de phénomène d'auto-échauffement débutant dans une cellule en béton fermée.
Constats : Remarque n° 5 de l'inspection du 19 mars 2019 : <i>L'exploitant devra compléter la procédure d'inertage conformément à l'article 9-2 de l'arrêté du 15 décembre 2009.</i>

<p>L'exploitant dispose d'une consigne de mise en place des pièces d'inertage du 27/09/2021 et d'un manuel de gestion de crise de février 2019. Cependant la liste des contacts de ce manuel n'était pas à jour (action en cours selon l'exploitant).</p> <p>Les coordonnées des fournisseurs de gaz inertant n'étaient pas à jour non plus. Aucun délai n'est connu pour la livraison du gaz, l'exploitant devra se renseigner auprès de ses fournisseurs.</p> <p>→ La remarque n° 5 de l'inspection du 19 mars 2019 est levée.</p> <p>Non-conformité n°20240625-4 : L'exploitant devra mettre à jour les contacts de sa consigne d'inertage et de son manuel de gestion de crise ainsi que les délais prévisionnels de livraison de gaz inertant.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Suite de l'inspection des 15 juin 2016 et 19 mars 2019

Référence réglementaire : APC du 20 février 2008, Article 3
Thème(s) : Situation administrative, exercice incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant réalise tous les deux ans un exercice d'incendie de silo, afin de vérifier l'efficacité des dispositions contenues dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence.[...] »</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Remarque n° 6 de l'inspection du 19 mars 2019 : L'exploitant devra veiller à réaliser un exercice incendie tous les deux ans conformément à l'article 3 de l'arrêté du 20 février 2008.</i></p> <p>L'exploitant a réalisé un exercice en 2019 mais n'a pas présenté de justificatif pour un exercice plus récent.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a réalisé un exercice incendie et fourni le compte-rendu.</p> <p>→ La remarque n°6 de l'inspection du 19 mars 2019 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite